



Union SNUI - SUD Trésor Solidaires

Communiqué de presse

Le 10 juin 2011

Fraude Fiscale : la fausse bonne idée de l'UMP

Dans ses travaux consacrés à la fraude fiscale et sociale, l'UMP propose de créer un corps d'inspecteurs rattachés à la Délégation nationale de lutte contre la fraude.

Cette proposition est très surprenante. Manifestement, ses auteurs ignorent (ou veulent ignorer) l'état actuel de la lutte contre la fraude fiscale.

On rappellera donc que la Direction générale des finances publiques (DGFIP) assure la lutte contre la fraude fiscale: les agents, les contrôleurs et les inspecteurs des impôts dans les services de contrôle sur pièces, dans les services de recherche et dans les brigades de vérifications assurent la détection de la fraude et la lutte contre la fraude fiscale sur la base des procédures en matière de contrôle fiscal. Les rappels atteignent 12 milliards d'euros auxquels il faut ajouter 3 milliards d'euros de pénalités sur une fraude totale comprise entre 40 et 50 milliards d'euros. Signalons par ailleurs que les fonctionnaires de la DGFIP travaillent déjà en liaison avec les services des douanes, de police et des administrations sociales. De son côté, la Délégation nationale à la lutte contre la fraude n'est pas une direction opérationnelle, il s'agit d'un service d'étude, de communication et de coordination sur le sujet de la fraude fiscale et sociale.

Les agents de la DGFIP sont donc efficaces dans la lutte contre la fraude fiscale. Pour l'être encore plus, ils n'ont pas besoin d'une énième réorganisation qui, facteur aggravant, les éloigneraient des services de gestion et de recouvrement de l'impôt, mais simplement de moyens humains, matériels ou encore juridiques et de moyens en temps et en soutien technique. Telle est la priorité.

A l'heure où la volonté politique tend à montrer du doigt et à "judiciariser" la petite fraude sociale, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires rappelle que les agents de la DGFIP disposent des compétences nécessaires à la lutte contre toutes les formes de fraudes fiscales, petites et grandes. La création d'un "FBI" de la lutte contre la fraude fiscale et sociale est en réalité conçue comme un resserrement de la lutte contre la fraude de proximité. Or, la priorité est avant tout de combattre plus efficacement la fraude fiscale complexe voire internationale (les affaires récentes ont montré que la fraude internationale des entreprises et des particuliers était particulièrement injuste et coûteuse. Elle est estimée entre 15 et 20 milliards d'euros) et de s'appuyer pour ce faire sur les services, les agents et les compétences qui existent et qui ont déjà fait preuve de leurs technicités.

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, un discours clair et véritablement orienté pour combattre toutes les formes de fraudes ne peut porter comme proposition la création d'un ensemble aux contours vagues et à l'orientation sujette à caution.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires renouvelle sa demande de création d'une mission d'évaluation et de contrôle du parlement sur la fraude fiscale car il est grand temps d'allouer des moyens supplémentaires aux agents de la DGFIP pour le bon exercice de leurs missions.